

La crise économique du milieu du XIXe siècle à Genève et l'avènement du régime de James Fazy

Autor(en): **Babel, Antony**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Annales fribourgeoises**

Band (Jahr): **41 (1953)**

PDF erstellt am: **05.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-817818>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LA CRISE ÉCONOMIQUE
DU MILIEU DU XIX^e SIÈCLE A GENÈVE
ET L'AVÈNEMENT DU RÉGIME DE JAMES FAZY

par ANTONY BABEL

La révolution de 1846 dont est sortie la constitution genevoise de 1847, encore aujourd'hui en vigueur, était le point d'aboutissement d'une longue évolution politique que les événements qui se sont déroulés en Suisse et en particulier les prodromes du Sonderbund ont brusquement accélérée et conduite à son terme.

Mais la transformation profonde opérée par James Fazy a été singulièrement facilitée par la crise économique qui a marqué cette période de notre histoire. Elle a atteint tous les milieux genevois mais plus particulièrement les artisans et les ouvriers — on les appelait les *cabinotiers* — voués à l'horlogerie qui constituait, avec toutes les activités qui gravitaient autour d'elle, la fameuse *Fabrique*. Ce n'est pas par hasard que les troupes de James Fazy se sont recrutées surtout à Saint-Gervais, centre de l'activité horlogère. Théophile Gautier l'a fort bien remarqué lorsqu'il écrit dans *Italia* : « Les quartiers populaires d'où partent les séditions, les faubourgs Saint-Marceau et Saint-Antoine de l'endroit, sont... au delà des ponts du Rhône ». Sans aucun doute la crise qui frappait les *cabinotiers* les a incités à s'intéresser avec passion au bouleversement de l'organisation politique, à vrai dire un peu désuète, de leur petite patrie.

Cette crise d'ailleurs s'est développée en fonction de celle de l'Europe : elle-même n'est pas étrangère au déclenchement de la révolution de 1848 qui, partie de Paris, a atteint une série de pays.

Les activités traditionnelles de Genève, en particulier l'horlogerie, la joaillerie, la gravure, la peinture sur émail, étaient très vulnérables. Industries de luxe, elles étaient touchées les premières en cas de dépression économique généralisée. Il en allait de même des affaires financières dans lesquelles les banquiers genevois étaient engagés. L'un d'entre eux, Alexandre Lombard, en septembre 1847, notait dans son journal : « L'horizon commercial est plus sombre et les désastres se succèdent. La place de Londres est bouleversée par des faillites gigantesques. On ne prévoit jusqu'où s'étendront les contre-coups. Cette crise longtemps prévue est enfin arrivée et agit avec intensité ». Les événements de 1848 ont naturellement accentué le désarroi. Lombard en note les manifestations, au gré des nouvelles qui lui arrivent d'Allemagne, d'Italie ou de France.

A Genève même, nombreux ont été, dès 1845, les signes avant-coureurs de la crise. « Un nouveau sinistre commercial est venu fondre sur notre place », constatait le *Journal de Genève* du 5 juin 1846. De fâcheuses nouvelles alarment l'opinion. Mais « nous espérons que cette espèce de panique se dissipera bientôt ». Tout au long de l'été et de l'automne, sans cesse le même journal relate les manifestations du malaise qui s'est emparé de la ville. A plusieurs reprises la hausse rapide du coût de la vie, allant de pair avec la compression des salaires et même le chômage, suscite des désordres. Comment le Sonderbund, puis les révolutions de 1848, n'auraient-ils pas provoqué une recrudescence de ce malaise économique ? Le rapport du 31 décembre 1847 de la Caisse d'Épargne en récapitule les causes qui sont « la cherté des subsistances, la stagnation de quelques branches du commerce et de l'industrie, les événements politiques de Suisse et la rareté générale de l'argent ».

Bien des indices permettent de mesurer la gravité de la crise. Retenons-en deux, particulièrement caractéristiques. De 1830 à 1840, la moyenne annuelle des faillites à Genève avait été de 17. Mais les sept premiers mois de 1847 en enregistrent déjà 31. Quant à la Caisse d'Épargne, si importante pour les gens de conditions modestes, elle constitue un excellent baromètre de la situation. Elle a été fondée en 1816. Or de 1817 à 1843, à l'exception de la

seule année 1832, les versements des épargnants ont été régulièrement supérieurs à leurs retraits.

La situation change en 1844 déjà, premier signe annonciateur des catastrophes. Puis le déséquilibre entre les rentrées et les sorties s'accroît pour atteindre son point culminant en 1849, année au cours de laquelle 723 000 francs ont été versés alors que 2 005 000 francs étaient retirés.

Mais l'année suivante voit le renversement de la situation. On note 1 051 000 francs de dépôts et 422 000 francs de retraits. De fait, en 1850, la crise est jugulée et Genève s'achemine vers une situation meilleure.

La dépression avait atteint toutes les classes de la population, mais les *cabinotiers* en ont souffert plus que les autres. Habités à un genre de vie dispendieux, peu portés à l'épargne, ils dépensaient allègrement dans les périodes de haute conjoncture des salaires qui étaient incomparablement plus élevés que ceux des ouvriers des machinofactures qui étaient en train de conquérir l'Europe.

Déjà avant la révolution de James Fazy, on avait tenté de lutter contre la crise, d'aider les ouvriers atteints par le chômage. C'est ainsi, pour ne retenir qu'un seul exemple, qu'une boulangerie mutuelle, créée en janvier 1846, s'essayait à abaisser le prix du pain. Après le triomphe du tribun, les autorités organisèrent des soupes populaires.

Mais c'est surtout par le travail que l'on chercha à venir en aide aux chômeurs. Le socialisme phalanstérien de Charles Fourier avait conquis de nombreux adeptes à Genève. Le droit au travail préconisé par Louis Blanc avait aussi ses partisans. S'inspirant de ces deux tendances, pourtant contradictoires, des projets furent ébauchés. Une brochure de 1848 porte un titre qui est tout un programme : *De la création d'un Comptoir national d'horlogerie à Genève par l'association libre des capitalistes, des marchands, des établissements et des ouvriers*. Mais les projets étaient assez inconsistants. Les financiers genevois, eux-mêmes atteints par la crise, refusèrent de s'y intéresser. Selon la tradition, le problème fut discuté sur le forum : on se battit à coup de brochures. Dans tous les milieux d'ailleurs on tenait à affirmer que les solu-

tions que l'on préconisait n'avaient rien qui les apparentât au communisme.

De fait, ce n'est pas dans le cadre de leurs professions que les secours en faveur des deux ou trois mille chômeurs de la *Fabrique* s'organisèrent. Ils prirent la forme de chantiers de terrassement. Déjà à la fin de 1846, longtemps donc avant la création des Ateliers nationaux de 1848 à Paris, les premières mesures furent étudiées. Au début de 1847, le gouvernement de James Fazy ordonna la construction du quai des Eaux-Vives et de la route d'Hermance. D'autres travaux encore furent prévus.

Un véritable débat sur le droit au travail que Louis Blanc avait préconisé dans son *Organisation du travail* s'est déroulé au Grand Conseil législatif le 27 janvier 1847, c'est-à-dire plus d'une année avant sa proclamation à Paris par le Gouvernement provisoire. Certains Genevois, attachés à leurs traditions, ayant émis des craintes sérieuses à ce sujet, James Fazy les rassura. Il ne s'agit pas d'appliquer une doctrine, mais bien de parer à des besoins urgents. De fait, le tribun voulait venir en aide à ceux qui l'avaient porté au pouvoir et dont l'appui continuait à lui être nécessaire — ce qui n'exclut pas d'ailleurs chez lui les sentiments d'une véritable générosité.

La place nous manque qui nous permettrait de suivre les travaux entrepris au bord du lac et dans quelques autres parties du canton et d'en étudier le financement assumé par l'Etat, la Ville et l'Hôpital.

Dès avril 1848, au moment où se développait à Paris la cruelle expérience des Ateliers nationaux, de nouveaux chantiers furent ouverts à la périphérie même de la cité : il s'agissait de démolir les fortifications et de combler les fossés. Dans sa demande de crédit, le Conseil d'Etat insistait sur « la convenance d'apporter quelque soulagement à la fâcheuse situation d'un grand nombre de nos concitoyens qui manquent de travail ».

Le financement de ces entreprises nécessita des emprunts. En juin 1848, le *Journal de Genève* constate que « les capitalistes, les rentiers grands et petits, malgré la perte d'une partie notable de leurs ressources », ont apporté leur concours financier « à condi-

tion d'éviter l'application des doctrines communistes dont on était menacé».

En vérité, si l'on compare ces modestes expériences aux événements révolutionnaires qui se sont déroulés un peu partout en Europe en 1848, puis à la réaction qui les a suivis, on peut penser que Genève s'est tirée d'affaire avec le minimum d'inconvénients. Cela ne laisse pas d'être remarquable si l'on songe aux passions partisans qui se sont affrontées dans la cité à ce moment.

La crise s'atténua en 1849. L'année suivante — les chiffres concernant la Caisse d'Epargne que nous avons donnés le montrent bien — la situation était rétablie. L'Europe était entrée en convalescence. Les activités de la *Fabrique* reprenaient vie. Une courte alerte en 1854 fut sans gravité.

Telle est cette dépression qui, de 1845 à 1849, a constitué le climat dans lequel s'est opérée la profonde transformation de la structure politique de Genève. Certes on ne saurait prétendre que le facteur économique a joué un rôle exclusif dans l'avènement de la Genève moderne. Mais son importance ne doit pas non plus être sous-estimée.